

1895

DANS LES KIOSQUES :
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

23 AU 29 NOVEMBRE 1995

N° 1018

10,00 F

LA REVANCHE DE L'ORDRE MORAL

Intégristes Vos Gueules !

LA REVANCHE... l'expression, également titre du livre de Susan Faludi (*Blacklash*), vient des États-Unis où les femmes des années 80-90, comme en Europe, subissent un retour de bâton faisant suite à leurs luttes pour la libre disposition de leur corps, l'égalité des droits, l'accès sans entrave à l'avortement. La femme à la maison, consommatrice de produits de beauté et de surgelés light, est idéalisée dans les médias, femme-enfant protégée. Les discriminations salariales n'ont pas cessé même si elles ont parfois changé de forme. Si le travail des « femmes d'artisans ou d'agriculteurs » est aujourd'hui reconnu, les femmes sont plus en plus cantonnées, sans l'avoir choisi, dans les emplois à temps partiel (eh oui, qui va s'occuper de la maison et des enfants...) et gagnent toujours en moyenne, en Europe, 30% de moins que les hommes. Les violences sexuelles faites aux femmes augmentent, et le libre accès à l'avortement, dans les pays où il existe (avec souvent de nombreuses restrictions), perd du terrain. Supprimé comme en Pologne ou mal appliqué, comme en France, sous la pression des intégristes, les prises de position de la papauté et la mauvaise volonté des gouvernements à appliquer des lois qu'ils ont voté sous la pression de la foule et non dans l'allégresse.

Pour la France, ce n'est qu'après plusieurs années de lutte que les femmes ont enfin réussi à arracher une loi légalisant l'avortement, le 17 janvier 1975. La loi, alors provisoire a été reconduite 5 ans plus tard, le 31 décembre 1979. Après de nouvelles manifestations, en 1982, l'avortement est remboursé à 80%.

Toutefois, cette loi comporte de nombreuses limites :

— les mineures ne peuvent avorter sans l'autorisation d'un de leurs parents ;

— les femmes étrangères doivent résider en France depuis au moins 3 mois ;

— les médecins peuvent invoquer la clause de conscience pour ne pas effectuer un avortement et en abusent parfois, considérant que l'avortement est un acte peu valorisant à une carrière professionnelle. De plus, les étudiants en médecine ne sont pas préparés à ce type d'intervention (notamment pour ce qui concerne l'aspect humain).

Enfin, l'avortement n'est autorisé que jusqu'à 10 semaines de grossesse, au-delà de ce détail plus aucun hôpital n'acceptera de vous accueillir.

Par ailleurs, la loi de 1920 interdisant l'avortement n'a pas été supprimée, mais seulement suspendue et reste donc un danger potentiel pour les femmes et surtout pour ceux et celles qui mettent en œuvre des pratiques abortives (l'auto-avortement n'étant plus sanctionné). L'article interdisant toute publicité sur les moyens contraceptifs est toujours en vigueur, sauf pour les préservatifs, en tant que moyen de prévention du SIDA.

Mais aujourd'hui plus que dans la nuance de l'abrogation de la loi, qui ne manquerait pas (pour l'instant du moins) de provoquer des manifestations, le danger se trouve dans sa mauvaise application, une autre façon de la contourner.

Tout d'abord, le remboursement des moyens contraceptifs est de moins en moins assuré. Le prix du stérilet ne cesse d'augmenter, avoisinant actuellement les 200 francs, alors que son remboursement n'a pas changé (67 F). De

plus en plus de pilules de la « nouvelle génération » ou de pilules mini-dosées ne sont pas remboursées.

Et sur le terrain, l'accès à l'ITVG est de plus en plus difficile. Depuis la décentralisation, beaucoup de responsabilités sanitaires et sociales ont été données aux conseils régionaux. Ces derniers peuvent donc, en fonction de la politique qu'ils mènent,

couper les vivres aux centres de planification, comme dans le département du

Nord où, malgré une forte mobilisation, 5 centres de planification ont été obligés de déposer le bilan et de fermer au début de l'année 1995, ne recevant plus de fonds financiers. Dans d'autres régions, le CLER

(groupe anti-avortement) a reçu l'agrément pour travailler dans les centres et accueillir les femmes venant en consultation pour un avortement.

Dernièrement, la Fondation Jérôme-Lejeune (fondateur du groupe anti-avortement « Laissez-les vivre ») a été reconnue d'utilité publique, alors que sous couvert de recherche génétique contre les handicaps mentaux, elle vise à collecter des fonds et à disposer d'avantages fiscaux au bénéfice des commandos anti-avortement. Cette fondation est animée par des membres de l'Opus Dei, nébuleuse catholique extrême dont sont membres certains hommes de l'actuel gouvernement. D'autres associations, comme « SOS-Grossesse », conseillant aux femmes venant les consulter de ne pas avorter, reçoivent des subventions des mairies ou des DDASS.

Depuis 1990, à l'exemple des États-Unis, les opérations des

(suite p. 2)



PARIS
SAMEDI 25 NOVEMBRE
A LA BASTILLE - 14 h 30
MANIFESTATION POUR
LES DROITS DES
FEMMES

A l'appel de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, plus de 100 organisations (dont la Fédération anarchiste) appellent à manifester pour défendre les droits des femmes :

- pour le droit à l'avortement et à la contraception ;
- pour le droit à l'emploi ;
- pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- contre la remontée de l'ordre moral.

Librairie
du Monde libertaire
145, rue Amelot
(M° Oberkampf),
75011 Paris
soirées (à 19 h 30)
« FEMMES
RÉVOLUTIONNAIRES,
FEMMES
DANS LA RÉVOLUTION »

• Mardi 28 novembre
discussion autour du film
de Bernard Bissat,
Ecoutez May Picqueray
(1 h 10).
Changer le monde,
telle était la devise
et la drogue de cette vieille
dame digne et intrépide.

• Mercredi 29 novembre
discussion autour du film
de Lisa Berger et
Carol Mazer, *Toda la vida*.
Témoignages, 50 ans
après, de femmes ayant
vécu de l'intérieur
la révolution espagnole
de 1936.
Avec Elisabeth Claude,
membre de la commission
Femmes de la FA.

• Jeudi 30 novembre
discussion autour du film
de Volker Schlöndorff,
L'Honneur perdu
de Katharina Blum
(1 h 46)

T 2137 - 1018 - 10,00 F



Fop 2520

RENDEZ-VOUS

ANGERS
Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste s'est créé à Angers. On peut le rejoindre à la **Maison angevine des mouvements alternatifs (MAMA)**, 160, avenue Pasteur, 49000 Angers.

PARIS
Un groupe est en constitution sur les 11^e et 12^e arrondissements de Paris. Pour le rejoindre, contactez la librairie du **Monde Libertaire**, 145, rue Amelot (métro Oberkampf).

PARIS
• Le groupe Alliance organise une table de presse à la **faculté de Tolbiac**, 96, rue de Tolbiac (métro Tolbiac), chaque vendredi, de 12 h à 13 h 30, devant les machines à café.
• Le groupe Alliance (20^e arr.) vend le **Monde libertaire** le dimanche, entre 10 h 30 et 12 h, au **métro Jourdain**, rue des Pyrénées (devant le magasin Champion).

PARIS
Le groupe La Villette vend le **Monde libertaire** chaque vendredi, de 18 h à 19 h, devant le **Burger King**, à l'angle de l'avenue Jean-Jaurès et de l'avenue Secrétan.

PARIS
Le groupe Louise-Michel de la FA vous propose, les vendredis à venir, à 20 h 30, au 10, rue **Robert-Planquette** (métro **Abbesses ou Blanche**), 75018 Paris, des soirées-débat sur le thème : « Travail et économie ». Le 24 novembre : « Femmes, travail et hiérarchie », avec Hélène Hernandez et Wally Rosell. Le 1^{er} décembre : « La crise », avec François Coquet.

Intégristes Vos Gueules !



(Suite de la « une »)
commandos anti-avortement n'ont cessé de se multiplier. Ainsi, en cinq ans, on a pu en recenser une centaine, et l'année 1995 a vu une multiplication des commandos, dont certains s'en sont pris à plusieurs reprises au même établissement. Ces opérations sont de deux types :
— investissement de l'accès à l'hôpital, manifestation devant l'entrée ;
— irruption dans le bloc opératoire, avec enchaînement, stérilisation du matériel, pression sur les femmes présentes.

Si les associations religieuses intégristes sont nombreuses, deux associations sont principalement impliquées : La Trêve de Dieu et SOS-Tout Petit. Le 22 janvier 1995, 10 000 personnes des divers groupes anti-avortement s'étaient donné rendez-vous pour une démonstration de force pour que « stoppe l'holocauste » (puisque les parallèles entre le génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale et les fœtus sont fréquents). On pouvait y voir par ailleurs des députés du Front national, d'autres élus de divers partis de droite soutenant complè-

tement ces idées, notamment à l'Assemblée nationale. Le 8 octobre dernier, une autre marche réunissait, à Paris, 4 à 6 000 personnes. Démonstration de force ou action sur le plan social ? Les actions des anti-avortements ne sont pas à prendre à la légère. La loi Neiertz, du 27 janvier 1993, condamne de « 2 mois à 2 ans de prison et/ou d'une amende de 2 000 à 30 000 F le fait d'empêcher une interruption volontaire de grossesse », en perturbant l'accès à l'établissement ou en exerçant des menaces envers toute per-

sonne présente (personnel ou femmes étant venues consulter). Pourtant, jusqu'à maintenant, les tribunaux ont toujours été très souples avec les membres des « actions de sauvetage ». Cette situation risque de se détériorer, car les intégristes entendent bien faire pression sur l'actuel gouvernement qui leur est plutôt favorable. Notre mobilisation devient de plus en plus pressante, non seulement face aux intégristes, mais aussi aux politiques de santé des Etats qui défavorisent de plus en plus les femmes, et en particulier les plus pauvres.

Les années 70, nous ont montré que seule la mobilisation amène des résultats pour les femmes. L'actuel retour en force de l'ordre moral, consubstantiel à la crise économique, n'est finalement pas une surprise. Pourquoi penser que la société capitaliste libérale, gérée par un gouvernement socialiste ou de droite (les termes sont différents mais la gestion est la même, voire la politique de rigueur adoptée par le gouvernement Mitterrand après deux ans de son premier septennat), aurait laissé se développer les idées de 68, alors que ses valeurs reposent sur la famille.

Le retour de bâton s'est effectué lentement, évitant les réactions brusques, nous accordant quelques miettes d'acquis pour nous endormir. Même ces miettes sont aujourd'hui menacées d'être balayées. Nous descendrons dans la rue pour ne pas que cela se produise, mais nous ne devons pas non plus nous arrêter au stade de la défensive face à la « revanche », mais bel et bien nous battre pour l'émancipation de nos vies, la libre disposition de notre corps et de nos méninges.

GÉRALDINE
(groupe Ubu - Paris)

BILLET D'HUMEUR

Logement : ça bouge sur la banlieue-nord

C'est aux cris de « *Réquisition des logements vides* » que se sont réveillés les pâlichons vendeurs de l'*Huma-Dimanche* le 5 novembre dernier.

Environ 80 personnes, prévenues la veille par le DAL et soutenues par le Réseau Solidarité-Saint-Denis (MRAP, AC I, Le Vent du Ch'min, Femmes des Francs-Moisins...), avaient en effet décidé de réquisitionner des logements en plein centre-ville. Technique désormais classique : petite manif dans les rues, coup d'œil au passage sur les immeubles vides (il y a plus de 2 000 logements vacants et 4 000 demandeurs à Saint-Denis), puis course vers la cible soigneusement choisie depuis plusieurs jours et prudemment occupée depuis plus de 48 heures. Donc pas d'effraction.

L'immeuble choisi, 12, rue Emile Conroy, appartient à l'OPHLM de la ville de Saint-Denis, dont le maire aux dents longues, Patrick Paouezec (1), rénovateur-refondateur-reconstructeur-liquidateur, a sans doute mieux à faire avec le Grand Stade Augusto-Pinchochet (puisque'il cherche un nom, en voilà un). L'immeuble, abandonné depuis plusieurs années par l'Office, qui attend peut-être une revalorisation du prix du terrain, a été investi malgré la présence pesante d'une cinquantaine de flics arrivés trop tard (sans doute à cause de la proximité de l'heure de l'apéro) et renvoyés dans leurs cages, après quelques charges, sur décision de Patrick Maouesses, qui pouvait difficilement, pression militante oblige, faire autrement.

Une dizaine de personnes, laissées pour compte par la crise, en situation précaire, mais capables néanmoins de payer un loyer, occupent désormais cette maison, et la vigilance des militants du Réseau Solidarité-Saint-Denis est assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Il n'y eut qu'un vague écolo navré que l'on ait arraché un arbre gênant l'ouverture sur la cour de l'immeuble. Qu'il se rassure, il en reste un autre pour le pendre !

GRUPE POULAILLE
(Saint-Denis)

(1) C'est délibérément que l'orthographe du nom de l'édile municipal de Saint-Denis a été rendu fantaisiste.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

LE MANS — Le Comité de vigilance contre les commandos anti-IVG (dont fait partie le groupe FA) organise un départ en autocar à l'occasion de la manifestation du 25 novembre, pour la défense du droit des femmes.

Départ : 10 h, place du Jet-d'Eau. Participation : 80 F (réservations au : 43.24.91.84).

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Sécu : les patrons raflent la mise

Avec le plan Juppé, le patronat peut être satisfait. En programmant la fiscalisation des allocations familiales, en verrouillant les crédits des hôpitaux, en imposant un carnet médical à chaque assuré, en augmentant la cotisation maladie des retraités et des chômeurs et en créant une nouvelle taxe « pour le remboursement de la dette sociale » (RDS)... le gouvernement vient de faire avaler la plus grosse couleuvre de la décennie !

Depuis des mois, journaux et télévisions ont préparé l'« opinion » et désigné les « coupables » du soi-disant déficit de la Sécu.

Le problème nous dit-on, inlassablement répété, vient des assurés qui consomment trop de médicaments, qui consultent trop les médecins, qui prennent trop d'arrêts maladie... Qui doit alors payer ? Les assurés. Qui doit restreindre les budgets ? Les hôpitaux...

Du même coup, les véritables privilégiés, les véritables profiteurs sont absous : les patrons peuvent tranquillement continuer de ne pas payer leurs charges (ils doivent déjà des milliards au régime général), les trusts pharmaceutiques peuvent continuer d'empocher les

dividendes des brevets sur les médicaments...

Les cadeaux fiscaux (exonérations de charges) et les primes en tout genre, accordés aux patrons se multiplient. Récemment, et de cela les médias n'en ont pas parlé, la mise en place des conventions de coopération (entre organisation patronale et ASSEDIC) permettent aux employeurs de se répartir 5 milliards de « surplus » de l'assurance chômage ! Comment ? En donnant à chaque patron, qui emploie un chômeur (ne serait-ce qu'en contrat à durée déterminée), l'équivalent de 12 mois d'allocation chômage... Les patrons ont eux-mêmes du mal à y croire !

Jusqu'à quand allons-nous supporter une telle politique ? Jusqu'à quand allons-nous supporter ce système économique ?

Aujourd'hui, il ne suffit plus de s'arc-bouter sur la défense des « acquis », mais de prendre l'initiative d'un combat révolutionnaire contre le capitalisme et contre l'Etat !

L'article qui suit est extrait d'un dossier réalisé par notre camarade Sébastien Basson, et fait le point sur les enjeux politiques et sociaux liés à la Sécu.

au Japon et 13 750 milliards aux Etats-Unis.

On comprend que de telles sommes fassent saliver les capitalistes français. On comprend pourquoi Raymond Barre, ce grand commis du capital, mène une campagne continue en faveur de ce système. On comprend pourquoi le parlement a voté les dispositions qui vont dans ce sens.

Défendre la Sécu, oui, mais dans quelle perspective ?

La création de la Sécurité sociale, en 1945, constitua indéniablement un progrès important pour les travailleurs, en faisant reculer l'insécurité caractérisant la condition prolétarienne.

Pour la classe dominante, il ne s'agissait pas de créer ce système « pour les beaux yeux » des ouvriers ! Elle pensait, en 1945, que la protection sociale pouvait servir d'instrument de régulation de l'économie capitaliste. Elle avait aussi une autre préoccupation. En effet, après la guerre, les organisations politiques et syndicales (PCF en tête) engagèrent la classe ouvrière dans la « bataille de la production », l'appelant à « retrousser les manches » et à mettre les revendications en veilleuse pour relancer une économie dévastée. Ce bel effort « patriotique » était payé avec des salaires de misère, le pouvoir d'achat ne correspondant plus, alors, qu'à une fraction de celui des années 36-39. Il fallut attendre le début des années 60 pour que le retard soit rattrapé (nous étions bien loin de cette « société de consommation », dont certains nous ont rebattu les oreilles...). Par dessus le marché, la durée du travail avait augmenté de 20%. La semaine de 40 heures était enterrée pour plus de 30 ans ! Pour le pouvoir de l'époque, « l'effort qu'on demandait aux salariés pour la remise en marche de l'économie devait avoir une contrepartie » (Pierre Laroque, le « père fondateur » de la Sécu). La Sécurité sociale était donc une « compensation », mais une compensation minimale.

Les trous de la couverture sociale

Sauf pour les longues maladies, l'invalidité, les accidents du travail et les interventions chirurgicales (à partir du niveau KC50), le remboursement des soins n'a jamais été total. Dans certains domaines (optique, prothèses dentaires), il a toujours été très insuffisant.

Pour les médicaments et les honoraires médicaux, un « ticket modérateur » a toujours été à la charge des assurés. Il était de 20%, puis de 30%, jusqu'en 1977 où le plan Veil ramène à 40% le remboursement des 500 médicaments baptisés de « confort » (?). En 1982, un plan Bérégovoy inscrit 1 200 nouveaux médicaments dans la

catégorie « confort ». Le même plan instaurait aussi le « forfait hospitalier » de 20 F par jour, une autre belle invention de la gauche au pouvoir.

En 1985, Georgina Dufoix déclasse encore 379 médicaments. Avec Evin et Rocard, en 1990, on inaugure le « déremboursement total » d'une série d'anti-asthémiques. En 1991-1992, avec le plan Cresson-Bianco, le forfait hospitalier passe à 50 F. Il passe à 55 F en 1993 (second plan Veil), tandis que le remboursement des médicaments est ramené à 65% pour les remèdes courants et à 35% pour ceux dits de « confort ». Dernièrement, le forfait hospitalier est passé à 70 F.

Autres insuffisances graves de la Sécurité sociale, et cela dès le départ : en cas de maladie, d'invalidité, d'accident du travail, les indemnités journalières ou les allocations ne représentent, dans le meilleur des cas, que 50% du salaire. Ce qui signifie qu'en l'absence de couverture complémentaire, la maladie peut plonger des familles dans la misère. Sans parler de tous les précaires, chômeurs, qui sont exclus des conventions collectives prévoyant des garanties de ressources (ah, mais bien sûr, ces garanties constituent des « privilèges » !).

Enfin, c'est la même situation pour les retraites, avec l'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 160 trimestres (40 ans).

Nous ne voulons pas « aménager cette société », nous voulons une révolution sociale !

C'est ce minimum vital qui est remis en cause aujourd'hui par la bourgeoisie, profitant d'un rapport de forces qui lui est, pour l'instant, favorable.

Ce n'est donc que par la lutte que la classe des exploités pourra défendre et améliorer la protection sociale.

Les anarchistes ne peuvent qu'être investis dans ce combat, sans perdre de vue, toutefois, que leur objectif, c'est... la disparition de la Sécurité sociale et de toutes ces caisses qui ont fleuries autour !

Pourquoi cela ? Parce que le projet social libéraliste exclut en effet toute rupture dans l'existence de l'individu. Il implique la disparition du salariat, c'est-à-dire la vente de la force de travail en fonction de l'offre et de la demande. Et à partir du moment où l'individu vient au monde, il doit avoir accès à la répartition des biens nécessaires, non pas seulement à sa « survie », mais à sa vie tout court ! Aucune limite ne peut être apportée aux soins, à la prévention. Nous n'en sommes pas encore là, bien sûr.

Mais nous devons tout faire aujourd'hui pour lutter pied à pied contre le patronat et contre l'Etat, contre leurs politiques qui consistent à rogner de plus en plus vite les garanties, très partielles, dont bénéficient encore les salariés. Nous devons tout faire pour lutter contre ce système de profit, en commençant par proclamer haut et fort qu'aucune politique d'austérité n'est acceptable. Si nous voulons la justice sociale, il faut abolir les inégalités, expropriés les patrons, mettre à terre la bourgeoisie, mettre fin au vol capitaliste !

RÉGIS
(groupe Kronstadt - Lyon)

Le déficit de la Sécu : un bluff !

Le roman du « trou de la Sécu » dure depuis des années (il est parfois à géométrie variable), sans que les assurés puissent vérifier, bien entendu, la validité des chiffres fournis. Ainsi, en 1992, le déficit du régime général était de 15,3 milliards ; en 1993 de 56,4 milliards, dont 27 milliards pour la seule assurance maladie ; en 1994 de 56,58 milliards dont 35 pour l'assurance maladie (notons que les recettes se montent à 1 061 milliards, le déficit représente seulement 5%...). En comparaison, le budget de l'Etat de 1994 présentait un déficit de 20%.

Pour expliquer cette situation, pouvoir, patrons et médias affirment que tout le mal vient de ce que « les Français », comme ils disent, dépendent de plus en plus de pilules. Il y a là une part de vérité, dans la mesure où les moyens mis à la disposition de la médecine, de la chirurgie, se sont développés, perfectionnés, mais est-ce un luxe d'utiliser le scanner, le laser, d'effectuer des greffes d'organes, de stopper le cancer ?

Plus sérieusement, il faudrait souligner que nous avons affaire aussi à une médecine de profit, qu'il existe incontestablement une multiplication d'actes inutiles (sans que le « patient » puisse en juger). Quant aux laboratoires pharmaceutiques, il est bien connu qu'ils réalisent de fabuleux profits, sur le dos de la Sécu, évidemment !

Mais quand bien même les déficits (si déficits il y a) ont bien d'autres causes. Rappelons les conséquences de l'énorme augmentation du chômage et du salariat à statut précaire, qui prive la Sécurité sociale de ressources importantes : 260 000 chômeurs de plus en 1993 représentaient une perte potentielle de 10 milliards de francs de cotisations. De plus, les exonérations de charges consenties aux patrons ont représenté 6,3 milliards de francs en 1991 ;

14 milliards en 1992 ; 28 milliards en 1993 et autant en 1994 ! A ce manque à gagner, s'ajoutent les dettes patronales (cotisations impayées) qui, cumulées, se montaient à 85 milliards en 1992.

Les charges dites de « compensations » pèsent aussi sur le budget du régime général. Il y a nécessité d'aider les régimes particuliers de salariés, dont le nombre de cotisants est en forte diminution (mineurs, cheminots...). C'est la solidarité ouvrière. Par contre, il en va différemment des transferts opérés au profit des caisses de non-salariés du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture et des professions libérales. C'est d'autant moins acceptable que la clarification n'a toujours pas été faite sur la véritable capacité contributive des professions concernées.

Autre mauvais coup, le pouvoir exonère totalement les patrons de la cotisation de 5,4% pour les allocations familiales, qu'ils ne paient plus pour tous les salariés au-dessous de 8 800 F, en application de la fameuse « loi quinquennale » sur l'emploi. Résultat : les prestations familiales sont devenues « déficitaires ». Ce « déficit » se serait élevé à près de 10 milliards en 1994, alors que les Caisses d'allocations familiales avaient toujours été excédentaires.

Rappelons encore les mesures prises en 1994, qui organisent l'éclatement du régime général en quatre grandes branches « autonomes » : famille, maladie, vieillesse, accidents du travail et maladies professionnelles. Chacune de ces branches est mise dans l'obligation d'assurer son propre équilibre financier. Ainsi est consacré la fin du principe de solidarité inter-branches, inter-risques, inter-génération.

Que les multiples exonérations dont bénéficient les employeurs soient supprimées et le régime général devient excédentaire, malgré les pertes de recettes dues au chômage. Bien entendu, ce n'est pas la solution choisie par les gouvernements

successifs, de droite comme de gauche, qui, depuis deux décennies, ont préféré charger toujours plus la barque des cotisations des salariés et des retraités. C'est Simone Veil qui, en 1977, a « inauguré » les cotisations maladie sur les retraités. C'est le gouvernement socialiste qui, en 1982, a institué une cotisation de 1% sur les allocations de chômage et de 2% sur les pré-retraites au-dessus du SMIC. En 1993, le prélèvement sur les pré-retraites est porté à 5%. En 1990, le gouvernement Rocard-Evin, avec l'appui de la CFDT, crée la « contribution sociale généralisée ». En 1993, l'équipe Balladur-Veil porte la CSG de 1,1 à 2,4%...

La logique d'assurance contre celle de la solidarité

Toutes les attaques contre la protection sociale s'accompagnent d'une intense propagande pour inciter les braves citoyens à rechercher une couverture individuelle auprès des compagnies d'assurance. De même, se poursuit l'offensive en faveur des retraites par capitalisation, des fonds de pensions destinés, dans l'esprit du pouvoir et des banques, à remplacer les systèmes actuels par répartition. Avec ceux-ci, les retraites sont payées directement par les cotisations des actifs. Avec la capitalisation, le financement des retraites s'effectuera par l'épargne individualisée. La pension future dépendra des performances de « son » entreprise ou de la rentabilité des placements ! C'est dire combien les résultats seront aléatoires ! Ainsi, un de ces systèmes par capitalisation est celui des « fonds de pension » où les cotisations sont « réinjectées » dans l'économie (à la retraite, le cotisant perçoit une rente). Les fonds récoltent déjà des sommes énormes : 2 400 milliards de francs capitalisés en 1991 en Grande-Bretagne et 850 milliards de francs en Allemagne, 3 850 milliards

Mauvais temps à la météo

Depuis le 23 octobre, le personnel de Météo France était en grève. Une grève des points clés : seuls certains services de prévisions et informatiques ont cessé le travail, le reste du personnel, travaillant en conditions dégradées, alimentait les caisses de grève. Pratiquement tous les jours, des assemblées générales se réunissaient dans les principaux centres régionaux pour reconduire le mouvement.

Depuis le 31 octobre, la montée en puissance du mouvement avait provoqué le blocage du centre de calcul de Toulouse, par des piquets de grève et l'arrêt du Cray C98. Ce calculateur qui mouline d'habitude des milliards de données s'est arrêté de cracher les prévisions météo. Seules les tâches de sécurité étaient assurées par des personnels « réquisitionnés ».

Le dernier conflit, dans cette administration publique, avec des méthodes d'action semblables, remonte à l'année du

Bicentenaire (cf les numéros du *Monde libertaire* de juin 1989). Le parallèle avec 1989 peut s'arrêter là. Il y a six ans, les météorologistes se battaient principalement sur des revendications palpables en matière salariale. Aujourd'hui, ils viennent de se battre à contre-courant des idées libérales, pour un service publique de qualité, pour le refus de la course à la commercialisation, le refus de l'introduction de primes au mérite et de l'augmentation de l'écart hiérarchique.

Un petit retour en arrière s'impose — En septembre, la direction de la météo a présenté un contrat d'objectif pour les cinq ans à venir, projet repoussé dans toutes les instances consultatives du personnel (Comité technique paritaire, Conseil d'administration). Ce contrat dans l'air du libéralisme et des coupes sombres du budget de l'Etat se traduit de fait par

l'obligation d'augmenter les recettes de 10% par an. Bref, faire payer le client et l'usager à travers, principalement, les kiosques téléphoniques, les 36.68.02... et le 3615 Météo. La cerise sur ce gâteau empoisonné est un volet social lié aux objectifs commerciaux, multipliant les régimes indemnitaires, et l'apparition d'un critère inconnu jusqu'à présent à la météo : « l'excellence de la manière de servir ».

Le début de mobilisation s'est déroulé dans le cadre de la grève de la fonction publique du 10 octobre, qui a duré deux jours pour les météorologistes. Lors d'une inauguration, sur le site de Toulouse, Bernard Pons, le ministre de tutelle, a été accueilli par un : « *Beysson* (l'actuel patron de la météo), *Pons à Ouvéa !* ». Une longue préparation d'action, avec des assemblées générales successives dans toute la France, s'est concrétisée par la mise en grève des services essentiels, à l'alimentation des kiosques téléphoniques entre autres.

L'absence de réaction du ministère et de la direction devant ces mouvements a entraîné l'occupation des accès du centre informatique de Toulouse, prenant de fait le super calculateur Cray en

otage, et même l'armée, comme le déplorait un membre de l'encadrement. Avec l'arrêt du Cray, plus aucune prévision n'était élaborée en France.

Là, le lecteur s'interroge : mais d'où sortent les bulletins de la télé et des radios ? D'une part, il existe une société privée, Météo Consult, liée au groupe Hersant, qui fournit des prévisions gratuitement (actuellement) à certains médias (cette société se procurant ses renseignements auprès de la météo néerlandaise, appliquant ainsi la maxime bien comprise du libéralisme : « Fonds publics pour la recherche, le développement... Bref, ce qui coûte et... profite ») ; d'autre part, mondialisation de la météo oblige, des prévisions du modèle européen arrivaient quand même et donc, hélas, des excès de zèle sont à déplorer.

En avant pour la grève gestionnaire expropriatrice ! — Il ne faut pas rigoler avec des choses graves, la globalisation des luttes, la grève générale qui se transforme au fil des jours en grève gestionnaire expropriatrice : les entreprises, aus mains des travailleurs, se remettent à tourner sans patrons et sans exploitation. Si le cadre corporatif de cette grève (mais quelle

grève, à l'heure actuelle, ne démarre pas sur un problème corporatif) ne permet guère sa généralisation, il ne faudrait nullement négliger l'effet d'entraînement. Sans remonter au précédent de mai 68 à l'usine Sud Aviation, avec occupation et séquestration des cadres, débouchant sur la vague d'occupations, les méthodes d'action « points clés » employées à la météo en 1989 sont une « imitation » d'une méthode de lutte déployée lors d'un conflit précédent aux ateliers de la RATP. A la météo, face à une société privée qui joue la briseuse de grève, la distribution par les grévistes de prévisions gratuites aux journaux a été évoquée, et ce peut être un petit pas vers la grève gestionnaire et expropriatrice.

Avant le week-end du 18 novembre, suite à la consultation du personnel, le mouvement s'est arrêté après la signature d'un protocole d'accord entre le ministère, la direction et les deux syndicats CFDT et FO.

Ce protocole vivant, en partie, de son contenu le contrat d'objectif imposé.

ANTICYCLONE
(Toulouse)

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES Le procès d'un antinucléaire

Nous avons relaté (ML n° 1008) dans quelles conditions Paul Lambinet, un copain chômeur et sympathisant communiste libertaire s'était fait coincer par les flics alors qu'il bombardait des slogans contre les essais nucléaires et le colonialisme, à cette occasion il s'était retrouvé 12 heures en garde à vue.

Son procès s'est déroulé le 8 novembre. A l'appel du comité ardennais anti-essais nous nous sommes retrouvés une cinquantaine devant le tribunal pour soutenir Paul. Lors de l'audience le procureur a réclamé 2 000 F d'amende. L'avocat de Paul, M° Lévy, s'est attaché à démontrer la volonté de la police de réprimer un délit d'opinion. En effet alors que Paul avait été pris sur le fait et avait donné son identité, les policiers l'ont gardé au gnot, sans que rien ne le justifie, sinon la volonté d'impressionner un militant. L'avocat nous a aussi dit qu'un policier, particulièrement diligent pour les droits des victimes (en l'occurrence les propriétaires du mur bombé), est allé trouver ces braves gens pour qu'ils n'oublient surtout pas de porter plainte et de réclamer des dommages et intérêts (4 000 F de peinture pour refaire le mur). Il est vrai que ces malheureuses victimes de notre terrible tagger risquaient de ne pas être très pressées : un mur de leur propriété avait hébergé durant une quinzaine d'année un autre bombage « Société nucléaire société policière », sans qu'ils n'aient jamais protesté.

Le jugement a été mis en délibéré et sera rendu le 13 décembre. Jusqu'à cette date, le comité ardennais anti-essais demande d'adresser des lettres individuelles de soutien à Paul Lambinet au Tribunal de grande instance, esplanade du Palais-de-Justice, 08000 Charleville-Mézières.

La volonté policière de tuer dans l'œuf l'opposition aux essais nucléaires aura eu l'effet contraire : un comité anti-essais s'est crée sur Charleville, regroupant des militants soucieux d'agir sur des bases claires (contre la dissuasion et le colonialisme). Le 15 décembre, le comité organisera une soirée d'information : projection du film *Moruroa, la grande peur* et débat animé par Michèle André, auteur de *Surarmement, pouvoirs et démocratie*.

LIAISON FA des ARDENNES

SOLIDARITÉ AVEC LES ANARCHISTES CHILIENS

Suite à un appel à la solidarité financière lancé en faveur de nos camarades chiliens, dans un précédent ML, nous avons reçu de J.-P. Fournier : 80 F, Pierrette Bes : 200 F et P. Morales : 400 F. Cette somme de 680 F a été remise au secrétariat aux Relations internationales, qui a transmis. Pour tout soutien : chèque à l'ordre de PUBLICO (inscrire au dos : « Solidarité Chili »).

Associations

MONTPELLIER : PROJECTION-DÉBAT AUTOUR DE « LAND AND FREEDOM »

Le Collectif Journées libertaires organise, avec l'équipe des « Diagonal », une projection de *Land and Freedom*, suivie d'un débat ayant pour thème : « Guerre d'Espagne, vérités et mensonges », le jeudi 23 novembre, à 20 h 15, au Diagonal-Celleneuve. Abel Paz, auteur de *Durruti, un anarchiste espagnol*, et Emile Témine, auteur de *La Guerre d'Espagne*, animeront le débat.

PARIS : VIDÉOS ET DÉBATS A « LA BONNE DESCENTE »

- Vendredi 24 novembre, 20 h : projection du film *Zéro de conduite*, de Jean Vigo, suivie d'une rencontre avec Luce Vigo (la fille du réalisateur) et accompagnée d'une exposition de documents sur l'œuvre dudit Jean Vigo.
- Samedi 25 novembre, 15 h : réunion de l'association « La Bonne descente ».
- Vendredi 1^{er} décembre, 20 h : projection de *La société du spectacle*, de Guy Debord (1973) 1 h 30.
- « La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

AUBERVILLIERS : CINÉMA ET MÉMOIRE OUVRIÈRE

Dans le cadre du centenaire du cinéma, le Studio, la ville d'Aubervilliers et l'association du Premier siècle du cinéma organisent, du 24 novembre au 19 décembre, un cycle de films, conférences, débats, rencontres...
Au théâtre de la Commune Pandora, 2, rue E.- Poisson, 93300

Aubervilliers (tél. : 48.33.52.52), on pourra voir de nombreuses raretés, des documents... ou se rafraîchir la mémoire... ouvrière.

Quelques exemples : *Les gentils enfants d'Aubervilliers* (1945) de Prévart et Lotar ; *MOI étranger, étranger* (1970) ; *Lutte pour la vie* (1914) de Zecca et Leprince, *Grève d'occupation* (1936), *Kes* (1970) de Ken Loach...

MARSEILLE : L'ESPÉRANTO AU CIRA

Le samedi 25 novembre, à 17 h 30, Jean-François Bouveron, rédacteur du mensuel *Esperantista marseillais*, animera un débat sur : « L'espéranto, aujourd'hui. Avantages et nécessité d'une langue internationale », au Centre international de recherches sur l'anarchisme, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines - métro Saint-Charles). Téléphone : 91.56.24.17. Fax : 91.05.32.84.

PARIS : « SAUVONS MUMIA ABU JAMAL ! »

Un meeting de solidarité en faveur de Mumia Abu Jamal est prévu le lundi 27 novembre, à 18 h 30, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (métro République), 75010 Paris. Leonard Weinglass, avocat de Mumia Abu Jamal, sera parmi les intervenants.

LYON : VIDÉOS ET DÉBATS A « LA GRYFFE »

- Mercredi 29 novembre, 20 h, vidéo : *Docteur Folamour ou comment j'ai appris à ne pas m'en faire et aimer la bombe*, de Stanley Kubrick (1963), 93 mn.
- samedi 2 décembre, 15 h, débat :

« Makhno et la révolution libertaire en Ukraine », avec la cinéaste Héléne Chatelain (qui prépare un film sur le mouvement makhnoviste).

- samedi 16 décembre, 15 h, débat : « Identités nationales et émancipation ».
- Mercredi 20 décembre, 20 h, vidéo : *Moruroa, le grand secret*, de Michel Daëron (1993), 75 mn.

Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe (M° Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25. La librairie est ouverte du lundi au samedi, de 14 h à 19 h.

PARIS : JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Dans le cadre de cette journée de lutte, une manifestation est prévue par Act-up Paris, le vendredi 1^{er} décembre, à 18 h 30. Le lieu de rendez-vous n'étant pas encore connu, téléphonez au 48.06.13.89, pour de plus amples informations.

Un concert de rock aura lieu à l'Elysée Montmartre, à 19 h, avec Mister Gang, ZuluBERTUS et Schultz et Les Tontons Flingueurs. Une soirée *dance* débutera à 23 h 30.

GUÉRET : JOURNÉE ANTINUCLÉAIRE

Une journée antinucléaire aura lieu le 2 décembre, à Guéret, autour du thème : « Les essais nucléaires ».

Au programme : manifestation anti-essais et antinucléaire à 10 h ; animations diverses de sensibilisation en plein air et à la mairie à partir de 14 h (musique, théâtre, forums...); film-débat au cinéma Le Sénéchal à 20 h 30. Toute la journée, une exposition sera présentée dans la grande salle de la mairie. La FA de la Creuse sera présente lors de cette journée.

Evolution structurelle de la Poste ou démantèlement d'un service public ?

Postier depuis une dizaine d'années, j'ai senti la nécessité de faire le point pour le Monde libertaire sur la Poste, à l'occasion du mouvement de grève de la Fonction publique du 10 octobre dernier, mouvement auquel j'ai participé, et qui j'espère n'en restera pas là.

Aujourd'hui, nous sommes bien éloignés de l'administration des PTT de nos grands parents.

Le démantèlement de ce service a commencé par la séparation des Postes et des Télécommunications (1), en deux administrations distinctes. Au fil des années, les liens entre ces deux services furent coupés et aujourd'hui, en dehors du ministère et de quelques organismes sociaux comme par exemple la mutuelle, il n'existe plus de lien entre P et T.

Des filiales aux ambulants

Après cette séparation, l'évolution de la Poste s'est faite en plusieurs étapes. Il y a eu la création de filiales (2). Celles-ci fonctionnent comme des entreprises privées, mais ne doivent leur existence que par la Poste (3).

Ensuite, il y a eu la suppression de certains services, dont celui des ambulants (transport et tri du courrier par le train). Sa suppression a amené un surcroît de travail aux centres de tri. Les directions ont alors invoqué ce surcroît de travail pour supprimer les brigades de nuit qui bénéficient de certains acquis sociaux (4), et instaurer à leur place des brigades aux horaires de travail impossibles (5).

Certains centres de tri, grâce à des grèves bien souvent dures et longues, ont réussi à conserver ces acquis. Mais, on va le voir, les directions ne désarment pas !

D'autre part, il a bien fallu trouver un remplaçant au train. Nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que l'avion et la route. On a fait appel aux transporteurs privés. Ceux-ci sont mis en concurrence, et pour obtenir les marchés les prix pratiqués sont les plus bas ! Bien entendu, les camions ne sont pas entretenus, et pour cause...

En dessous des délégations, il y a les directions départementales. Ces dernières sont divisées en groupements. Chaque groupement comprend plusieurs bureaux de Poste...

Jusqu'à présent, il existait au moins un centre de tri par département. Ce centre de tri est chargé :

— le soir, de la concentration de tout le courrier en provenance des bureaux de Poste du département ;

— le matin, de la dispersion de tout le courrier venant de l'extérieur, en direction des bureaux de Poste du département.

On voit l'importance des centres de tri dans l'acheminement du courrier.

Or la direction générale a décidé la mise en place d'une plate-forme messagerie par délégation. Ces plates-formes sont chargées du traitement des paquets (urgents et non urgents), du routage 206 (journaux mensuels et plus), des plis non urgents de troisième catégorie (PNU 3) et de la publicité transitant par la Poste.

Les premières plates-formes fonctionnent déjà : Bar-le-Duc, Bordeaux-Bègles, Créteil-Marais... Depuis le mois de juillet, un directeur national de la messagerie a été nommé. «... A qui fera-t-on croire qu'il ne s'agit pas d'un premier pas vers la filialisation de cette activité, surtout quand on apprend que le directeur de Sofipost (holding des filiales de la Poste) siège au comité de pilotage de cette direction nationale messagerie. Ces plates-formes qui fonctionnent avec des proportions hallucinantes d'agents contractuels et pour lesquels les droits acquis ne sont plus respectés... » (7)

Ainsi, tous ces changements ont aussi pour objectif de faire des gains financiers sur le « coût du travail ».



Notons également que ces plates-formes ont été construites avec le budget de la Poste, donc celui des usagers de la Poste (8).

Du livre vert à l'Europe libérale

Comme pour le transport aérien, les gouvernements des pays européens ont décidé d'ouvrir le secteur postal à la concurrence. A cet effet, la commission des communautés européennes a publié en 1992, un livre vert, livre «... qui synthétise les thèses les plus libérales en vogue en Europe... » (9)

Le conseil des ministres européens doit débattre d'une directive, en ce mois de novembre. Le secteur postal resterait un service universel. Les opérateurs postaux « doivent garantir au minimum cinq jours par semaine : une levée des points de relevage et une distribution à domicile de chaque personne physique... » (9)

Le service universel comprendrait « le relevage, le transport et la distribution des objets de correspondance adressés et de livres, de catalogues, journaux et écrits périodiques adressés jusqu'à 2 Kg et des colis postaux jusqu'à 20 Kg, les services des objets recom-

mandés et des valeurs déclarées [...]. Les prix doivent être abordables et permettre de fournir des services accessibles à l'ensemble des utilisateurs ». Mais on note plus loin que le service universel devra « offrir aux utilisateurs, placés dans des conditions égales, une prestation identique ». Finie la péréquation ? Car les conditions ne sont pas forcément égales entre un habitant du Larzac et un habitant de Nîmes. D'autant que les prix « devront être fixés en relation avec les coûts pour chaque service composant le service universel ».

Même si la directive serait moins « catastrophique » que le livre vert (comme le signale le syndicat SUD), « sans avoir les mêmes obligations, les opérateurs privés pourront démarcher les prestations, soumis à la concurrence là où ils le souhaitent... ».

Pour conclure

Jusqu'à présent, les postiers n'ont fait que subir les changements structurels, changements qui se sont bien souvent traduits dans les faits par une dégradation des conditions de travail. Nous avons eu à subir en plus, ces derniers temps, le bourrage de crâne

autrement appelé « culture d'entreprise », qui fait que beaucoup d'entre nous ne parlent plus d'« usagers » mais de « clients ».

Le ras-le-bol exprimé le 10 octobre dernier restera-t-il sans suite ? N'oublions pas que certaines directions syndicales ont soutenu la réforme entreprise à la Poste et à France Télécom sur les nouvelles règles de gestion (10).

CHRISTIAN

(1) Les télécommunications ont été en partie financées à leur début par l'argent que rapportait les Postes.

(2) On peut citer, entre autres, Chronopost, Sécuritépost, Somepost...

(3) Les Chronopost sont relevés et distribués par les postiers. Somepost s'occupe de la maintenance du matériel utilisé dans certains centres de tri.

(4) Notamment des primes et les deux nuits de repos sur quatre.

(5) Par exemple, de minuit à six heures du matin.

(6) On connaît pourtant aujourd'hui tous les problèmes liés à l'engorgement du réseau routier : pollution...

(7) et (8) Journal du syndicat SUD du 22 septembre 1995.

(9) A ce sujet, notons que nos salaires sont également payés avec le chiffre d'affaire de la Poste et non par l'Etat.

(10) Dans cet article, nous n'avons pas parlé de cette réforme, ni du projet de séparation des services financiers.

Le réseau « messagerie »

La Poste, comme toute administration d'Etat, a une organisation pyramidale. Au sommet : la direction générale, en dessous : les délégations. Les délégations n'ont aucun rapport avec le découpage des régions. La délégation Nord, qui est à Lille, comprend par exemple l'Eure et la Seine-Maritime ; le Calvados dépend de la délégation Ouest, qui est à Rennes.

« Musiques et Chansons des 4 saisons » présente SERGE UTGE-ROY accompagné par Jacques-Ivan DUCHESNE (en première partie : Arthémus Gordon [jazz] et Buzz Club [rock]) samedi 25 novembre - 20 h à la MJC Cleunay de RENNES Prix : 60 et 80 F.

Appel pour la mise en place d'un Réseau Education libertaire

De nombreux libertaires travaillent dans l'éducation partout en France. Pourtant, notre manque de coordination nous handicape pour peser dans ce domaine. Il est donc temps de se regrouper et de produire un travail effectif sur et dans l'Education nationale là où nous sommes impliqués.

Nous proposons de créer un réseau pour regrouper des libertaires, militant(e)s ou sympathisant(e)s, syndiqué(e)s ou non. Ainsi, nous pourrions :

- faire circuler l'information le plus rapidement possible ;
- débattre et définir un projet libertaire d'éducation, tant d'un point de vue pédagogique que du rôle social de l'éducation ;
- contrer politiquement les orientations actuelles de l'éducation (flexibilisation, soumission au monde économique, etc...);
- coordonner notre action afin d'en accroître l'efficacité.

Ce réseau n'a pas une vocation syndicale, mais bien politique. Ce n'est pas une CNT bis ou une Ecole émancipée bis. Ce n'est pas une alternative à la CNT, ni à l'EE. Mais les couleurs actuelles que nous font avaler l'Etat et le

patronat au niveau de l'éducation nous font dire qu'une des réponses possibles doit être politique. Il nous semble important de mettre en place un tel réseau — pour commencer — sur la région Rhône-Alpes.

Nous invitons donc tous les salarié(e)s de l'éducation à venir à la rencontre/débat que nous animons le samedi 2 décembre 1995, à partir de 15 h, à La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Cette rencontre, nous la voulons comme un espace de discussion. Elle essaiera de faire le point sur un état des lieux de l'éducation, l'utilité du réseau et sa mise en place sur la région.

Deuxième temps fort de cette journée, la soirée qui commencera à partir de 20 h, toujours à La Plume Noire, avec la présence de l'école libertaire « Bonaventure », à l'occasion de la sortie du livre paru aux éditions du Monde Libertaire.

Alors, ce réseau, on en discute, camarades ?

RÉSEAU EDUCATION LIBERTAIRE (Lyon)

Rejoignez le Réseau Education libertaire, La Plume Noire - REL, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

Nom : Prénom :

Adresse : Téléphone :

Travail en : Primaire Secondaire Université/IUT

Je compte venir à la réunion du samedi 2 décembre 1995 Adhérer Etre tenu au courant

Les lectures de Théophile

L'intégrité des petits juges ! L'infaillibilité de la justice ! Y aurait de quoi rire si parfois cela ne prenait pas des allures aussi dramatiques. rappelez-vous : Sezneq, le pull-over rouge...

Aujourd'hui, deux auteurs venus d'horizons totalement différents nous interpellent autour de l'horreur : l'erreur judiciaire. Daniel Sarne, journaliste, chroniqueur judiciaire (*Aurore, Match...*) et Roland Agret, qui nous revient de la fosse non pas au lions mais de la justice. Il a payé dur le Roland ! Condamné à 15 ans de prison, il est passé par la grève de la faim, l'auto-mutilation, avant d'être gracié, puis acquitté et réhabilité. Depuis, il a créé une association : la Ligue Justice Prison, qui, en 15 ans, a réussi à arracher la libération de 22 personnes condamnées à tort. Dans *La justice à marée basse*, Roland Agret raconte quelques-uns de ces combats, et nous démontre qu'il n'y a pas de justice dans un monde injuste, et qu'on ne pourra changer celle-ci qu'à la condition préalable de vraiment changer la vie.

On en arrive aux mêmes conclusions après avoir lu *Le crime des puissants*, qui nous raconte l'affaire Mis et Thiennot. Le 29 décembre 1946 : une partie de chasse, un règlement de compte, un meurtre commandité, des jeunes gens, innocents, immédiatement accusés et arrêtés, qui seront condamnés après avoir avoué sous la torture. Cela se passe en Sologne. Dans ce pays aux milles étangs, les nobles règnent, gouvernement et administrent la mort comme ils le faisaient au moyen-âge. Cinquante ans après, l'affaire Mis et Thiennot n'a toujours pas connu de réparations, et pourtant on en connaît tous les tenants et aboutissants. On savait déjà quasiment dès le début, mais voilà ! Gendarmes, juges, journalistes... tous étaient sous influence. La machination judiciaire parfaite, aux bottes du châtelain. Diabolique. Comme au temps de l'Inquisition, on te brise des vies humaines parce que tel est le bon plaisir de Monsieur ! Daniel Sarne, au fil d'une enquête minutieuse, nous restitue la vérité. Toute la vérité. Et interroge le fonctionnement des pouvoirs au sein de notre société. Que tu sois pauvre ou puissant...

Après les dossiers noirs de la grande pauvreté et les dossiers sur l'illégitimité, les éditions Avis de recherche nous proposent *Les dossiers noirs du logement* (320 pages). Conçus par Pierre Martial, Anne Bataille et Christine Roche. Une centaine d'articles tirés d'une cinquantaine de journaux, livres ou revues spécialisées, des documents internes du ministère du Logement, des extraits des rapports du commissariat général au plan, BIPE, IGAS et autres conseils économiques et sociaux, des statistiques, des témoignages et d'urbanistes, d'urbanistes, un répertoire des sources documentaires indispensables. Voilà un travail de recherche considérable, édité en nombre limité, que l'on peut obtenir à : *Avis de recherche*, BP 35, 75861 Paris cedex 18. 240 F + 18 F de port.

A lire également : *L'anneau du pêcheur*, de Jean Raspail (Albin Michel). Histoire de la papauté usurpée ! Un haut le cœur savamment orchestré, à travers l'histoire de la papauté. Où est le pape ? A Rome ou en Avignon ? Roman d'aventure et d'espionnage, fable mystique... Il y a là tous les ingrédients pour vous permettre de vous évader de l'Eglise, sans mot d'excuse, si vous y étiez encore.

Je connais des îles lointaines. Les œuvres complètes de Louis Braquier, aux éditions de la Table Ronde. Louis Braquier s'affirme comme l'un des plus attachants nomades de la poésie française.

THÉOPHILE

(« Les Chroniques de l'ozone » - Radio Libéraire)

A LA PETITE SEMAINE

Pique ta mère

On a beau être serviteur de l'Etat, on n'en est pas moins homme. Avec un père et une mère. Et quand cette dernière devient bête cancéreuse que la maladie torture à petit feu, on peut choisir dignement, comme l'a fait récemment le ministre belge de la Santé avec sa génitrice, de donner un petit coup de pouce à la mort qui se fait désirer. Par humanité.

La piquette libératrice ne concerne, comme on ne le dit pas assez, que l'individu et sa conscience. Mais évidemment, dès lors qu'il est fait mention de ces deux termes, la bêtise et la religion, toujours alliées, sortent les gros tambours de leur morale étriquée pour accompagner le pas cadencé de leurs lourds bataillons. Et eux dont l'œil se mouille à l'évocation des carnages du passé, eux qui ont dressé des bûchers, béni les croisades, les canons et les guerres de religion, nous resservent sans pudeur, pour l'occasion, la vie humaine et son caractère sacré, leur dieu de bonté jouissant des souffrances prolongées et fâché par ces morts confisquées.

Quand la fin tarde trop, quand le parent, l'ami, baignent déjà dans une mort en sursis, fais ce que bon te semble et, si nécessaire, sous les injures des assassins millénaires, pique ta mère ou ton frère, cela ne regarde que toi.

FLORÉAL

Ciné sélection

A l'occasion de la sortie « LAND and FREEDOM » deux cénétistes se penchent sur leur passé

La sortie du film de Ken Loach a suscité beaucoup de débats, y compris dans le mouvement libertaire. Dans la presse quotidienne et hebdomadaire, de nombreux articles sont parus, souvent mal documentés, quelques fois polémiques. Ces journalistes, 60 ans après, semblent découvrir la lâcheté des social-démocraties de l'époque, la connerie et la rage du mouvement communiste à vouloir éliminer tout mouvement non conforme à ses vues. *Le Monde libertaire* a recueilli les réflexions de militants espagnols ayant vécu cette époque.

Le Monde libertaire : *Pépito et Progresso, vous venez de voir le film, globalement, qu'en pensez-vous ?*

Progresso : Je crois que ce film fait redécouvrir un petit bout d'histoire à de nombreuses personnes. C'est le principal argument en sa faveur. A travers cette aventure, l'histoire se remet un petit peu à sa vraie place. Le rôle de Staline et de ses complices apparaît enfin au grand public. Ils avaient même failli, à la longue, par nous faire oublier que nous avions raison à l'époque. La réalisation est assez réaliste. Dans nos milices, c'était à peu près cette ambiance, mais en plus grand. On discutait beaucoup ; il y avait beaucoup d'assemblées générales. C'est d'ailleurs ce que nous reprochaient les cocos.

Le Monde libertaire : *il y a eu d'autres films sur cette période, comment se situe celui-là ?*

Pépito : Jusqu'à aujourd'hui, tous les films étaient plus ou moins manipulés. On y parlait de la guerre en cachant la révolution. Le pire étant *Mourir à Madrid*, entièrement manipulé par le Parti communiste. A travers l'action des brigades internationales, il s'évertue à occulter l'œuvre du peuple et du mouvement anarchiste. Pour les marxistes, il était impossible de montrer une révolution victorieuse qui rejetait la dictature du prolétariat ou autres périodes de transition.

Le Monde libertaire : *Dans Land and Freedom, le héros n'appartient pas aux brigades internationales. La CNT prétendrait intégrer les volontaires étrangers dans ses milices, pourquoi ?*

Progresso : Effectivement, la CNT n'était pas favorable aux brigades. D'abord, parce qu'on a rapidement vu les manipulations de l'Internationale communiste autour des brigades. Ce qui nous

manquait le plus, ce n'était pas les hommes, mais les armes. Dans mon unité, on avait si peu d'armes qu'il fallait attendre qu'un copain soit blessé ou mort pour en récupérer une. Les copains qui rentraient chez eux devaient laisser leur arme à un autre avant de quitter le front.

Pépito : le symbole de solidarité était fort, mais nous disions souvent aux volontaires qu'ils seraient plus utiles dans leur pays, à nous trouver des armes. Le Parti communiste espagnol étant microscopique, Staline avait surtout besoin d'unités nombreuses et bien équipées à sa solde, afin de casser les reins de la révolution. Même quand l'URSS nous a donné des armes, elle les donnait sous conditions politiques. Les conseillers politiques communistes s'infiltraient partout. D'ailleurs, beaucoup de copains anars qui arrivaient de toute l'Europe refusaient de s'incorporer aux brigades internationales [la philosophe Simone Weil rejoignit les colonnes de la CNT, l'écrivain George Orwell celles du POUM].

Le Monde libertaire : *La scène où est discutée la collectivisation du village est l'une des plus réussies. Correspond-t-elle, là aussi, à la réalité ?*

Progresso : Globalement oui. Dans certains endroits, il n'y a même pas eu de discussion, tellement c'était évident. C'était le



Les automobiles sont saisies. Extrait de : CNT-AT 1936, *The Spanish revolution, The Ex, Amsterdam, 1986.*

syndic
afin d
collect
le film
refusai
la très
on ne l
majorité
révolu
cipier à
pas a
« servi
tracte
vétém
ment,
familles
la colle
quelqu
intervi
respon
parce
trop au
Pépito
ture de
poussi
village,
seul p
tion a
immédi
d'Etat
l'Espag
ment, é
ont été
c'était
système
libertair
Très ra
se l'est
Progresso
la guer
certains
exempl
faire de
de rent
ancien
conserv
après
même p
des rep
Pépito
sont les
de mal
essayé
je me tr
tivisés.
division
toutes
virée à
les con
villages
Ce sont
— y co
contre,
défendu
armes.
unités d
naient p

Le
Reven
nages
brigade
taît cette
1937 ?
Pépito
organis
plusieur
léniniste
cette or
partie o
(fondée
puisse é
mai, leu
gande,
marquée
ne pouv
Dans la
POUM é
les pre
beaucoup
et eux
d'accord

syndicat qui nommait un copain afin d'organiser et de gérer la collectivité. Quand, comme dans le film, une ou deux familles refusaient la collectivisation, dans la très grande majorité des cas, on ne leur imposait pas la loi de la majorité (une vision marxiste de la révolution). Mais refuser de participer à une collectivité, c'était ne pas avoir accès à tous les « services » gratuits collectivisés : tracteurs, engrais, alimentation, vêtements, médecine... généralement, quelques mois après, ces familles demandaient à réintégrer la collectivité ! Ceci dit, il y a eu quelques cas où il a fallu qu'on intervienne pour changer le responsable d'une collectivité parce que le copain se prenait trop au sérieux.

Pépite : Il faut dire que la structure de la paysannerie ne correspondait pas à la France. Pour un village, il y avait généralement un seul propriétaire, la collectivisation a été une réponse quasi immédiate du peuple au coup d'Etat fasciste, à travers toute l'Espagne. Cela s'est fait rapidement, et les socialistes y compris ont été obligés d'admettre que c'était la seule solution. Le système mis en place par les libertaires a montré son efficacité. Très rapidement, tout le monde se l'est approprié.

Progresso : Cela a duré toute la guerre, et même après. Dans certains coins d'Andalousie, par exemple, la collectivisation a fait faire de tels progrès en matière de rentabilité des terres que les anciens propriétaires ont conservé l'organisation du village après la guerre. Certains ont même protégé « leurs » paysans des représailles fascistes.

Pépite : Une fois de plus, ce sont les cocos qui ont fait le plus de mal aux collectivisés. Lister a essayé de détruire, en Aragon où je me trouvais, les villages collectivisés. Il a voulu profiter que les divisions confédérales étaient toutes au front pour faire une virée à l'intérieur. Officiellement, les communistes libéraient les villages de la dictature anarchiste. Ce sont les villageois eux-mêmes — y compris ceux qui étaient contre, au début — qui ont défendu leurs acquis avec des armes. Les militants de base des unités communistes ne comprenaient plus rien.

Le Monde libertaire : *Revenons au film. Les personnages appartiennent à une brigade du POUM. Que représentait cette organisation, avant mai 1937 ?*

Pépite : C'était une petite organisation, qui rassemblait plusieurs tendances marxistes-léninistes et trotskystes. Même si cette organisation n'a jamais fait partie de la IV^e Internationale (fondée par Trotsky). Quoi qu'on puisse en dire aujourd'hui, avant mai, leur stratégie, leur propagande, leurs actions étant marquées par le marxisme, nous ne pouvions rien faire ensemble. Dans la région de Lérida, où le POUM était le plus influent, dans les premiers temps, il y a eu beaucoup de conflits entre la CNT et eux. Nous n'étions pas d'accord sur la manière de mener



Des membres d'une colonne anarchiste rencontrent des paysans. Extrait de : CNT-AIT 1936, *The Spanish revolution*, The Ex, Amsterdam, 1986.

la révolution. Eux, étaient partisans de la dictature du prolétariat, nous non ! Rien ne disait, à cette époque, que si le POUM avait pris le dessus par rapport au PCE, il n'aurait pas fait la même chose que les staliniens leur ont fait subir plus tard.

Progresso : Le POUM a totalement changé de position quand il a senti qu'il se préparait quelque chose contre lui. A ce moment là, il a cherché à se protéger en se rapprochant de la CNT. Nous étions les seuls à pouvoir les protéger. Face au stalinisme, ce sont eux qui ont adopté nos thèses et non l'inverse. Peut-être par opportunisme ?

Pépite : Je n'en suis pas sûr. Après la guerre, en exil, nous avons pu avoir accès à un certain nombre de documents, notamment des courriers entre Andrés Nin, Andrade et Trotsky. Le POUM a refusé d'appliquer les ordres de Trotsky, qui leur intimait de désertier les syndicats afin de créer des soviets. Bref, le POUM était en désaccord avec son « chef », et peut-être qu'il se rendait compte que la voie tracée par les anarchistes était la seule possible.

Le Monde libertaire : *Arrivée avril et mai 1937.*

Pépite : A Barcelone, dès juillet 1936, au moment de former les colonnes, certains s'étaient opposés à ce que le POUM ait sa propre unité, et c'est nous, anarchistes, qui les avons défendus. Ils ont donc occupé une partie du front en Aragon. Mais l'état-major s'est très rapidement militarisé et a été infiltré par les « assistants techniques » communistes. A partir de ce moment, les provocations ont commencé.

Progresso : Moi, j'étais à Madrid où il n'y avait pas de brigades du POUM. Ses membres étaient incorporés dans d'autres unités. Quand les événements ont commencé, tous les membres du POUM ont été déclarés hors-la-loi. J'avais un copain d'école qui était secrétaire des Jeunesses du POUM, il était recherché et je l'ai fait cacher par les Jeunesses libertaires. Les cocos les traitaient de fascistes.

Ils disaient qu'ils désertaient le front pour aller jouer au foot. Le chef de la sécurité à Madrid menait une véritable chasse au POUM. Ses patrouilles passaient plus de temps à rechercher les « traîtres » qu'au front. Très rapidement, les patrouilles s'en sont pris aux militants anarchistes isolés, sans arme. La réaction a été immédiate. Avec Pradas, responsable de *Tierra y Libertad*, nous sommes allés en groupe au quartier général des cocos, pour voir le chef de la sécurité. Pradas lui a dit : « A partir de maintenant si un seul copain a un "accident", je viens personnellement te descendre. »

Le Monde libertaire : *L'épisode du film où il est question du désarmement des milices par l'armée républicaine est-il vrai ?*

Pépite : Pire. Sur le front, les staliniens ont envoyé des unités du POUM au massacre. Les cocos pensaient ainsi les faire disparaître sans se salir les mains. Depuis, nombre de responsables du Komintern l'ont avoué, notamment Jesus Hernandez, dans un livre intitulé : *J'étais un agent de Staline*.

Progresso : Très rapidement, la plupart des unités du POUM ont été incorporées dans les colonnes confédérales. Certains ont même vécu plusieurs mois clandestinement dans nos unités. On leur faisait remarquer que pendant la révolution russe, c'est Trotsky qui organisait la chasse aux libertaires.

Pépite : Tout ceci s'est passé à un moment où s'est posé de manière cruciale le problème de la militarisation. Il y avait dans les colonnes de la CNT des discussions extraordinaires pour savoir si on devait l'accepter ou pas. La guerre, de fait, nous l'imposait ; les autres nous promettaient des armes lourdes. Mais dans le même temps, nous étions anarchistes et nous sentions bien que c'était céder sur un point essentiel et donner du poids au cocos, au moment où nous avions envie de leur régler leur compte.

Progresso : Certaines colonnes l'ont pratiquement refusée jusqu'au bout. Mais à chaque fois

contre tous, avions-nous une chance de gagner ?

Le Monde libertaire : *Beaucoup de journaux ont écrit sur ce film et sur la révolution espagnole. La critique est plutôt bonne.*

Pépite : La presse, comme le public, redécouvre un épisode de cette période de pré-guerre mondiale. C'est un tabou qui s'est brisé.

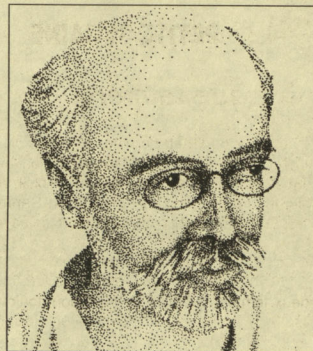
Progresso : J'étais en Espagne lors de la sortie du film. Les communistes, 60 ans après, obéissent toujours aux ordres du Parti. Mais le public, lui, a très bien réagi, avec curiosité. En Espagne, même dans le mouvement anarchiste, tout le monde voulait tourner la page. Quand *Land and Freedom* est sorti, il y a eu de très nombreux débats, surtout auprès des jeunes.

Le Monde libertaire : *Dans le quotidien communiste l'Humanité, un article a été titré : « Non nos pères n'étaient pas des assassins ».*

Pépite : Ils ne changeront jamais. La seule excuse que Santiago Carrillo a trouvée, a été de dire que l'ensemble des partis communistes ont été victimes du stalinisme. Ce n'est pas sérieux. C'est trop simple ! Cela ressemble aux explications des SS, après leur défaite : on a obéi aux ordres. En 1938, Marti commandait une partie des brigades internationales. Il y a eu tellement d'exécutions qu'il était surnommé : « Le boucher d'Albacete ». *L'Humanité* l'a même dénoncé dans les années 50, en disant que ses balles avaient tué plus d'antifascistes que de franquistes.

Interview réalisée par
WALLY ROSELL
(gr. Louise-Michel - Paris)

ITINÉRAIRE Calendrier 1996 dédié à Voline



La revue *Itinéraire*, une vie une pensée, vous informe que son calendrier 1996 vient de paraître. Il est en quatre couleurs et entièrement dédié à Voline. Il annonce la parution du 13^e numéro de la revue (avant la fin de cette année).

12 F

(+ 4,40 F de port).

En vente à la librairie du Monde Libertaire
(chèque à l'ordre de Publico).

PERPIGNAN, DU 1^{er} AU 4 NOVEMBRE

« Images et réalités de l'anarchisme » un colloque plein d'avenir

LE COLLOQUE NATIONAL SUR l'anarchisme qui s'est déroulé à Perpignan du 1^{er} au 4 novembre 1995 a été l'occasion pour le mouvement d'aborder sur le fond tous les problèmes actuels de société, toutes les problématiques internes et externes qui caractérisent et définissent l'anarchisme dans le champ social.

Images et réalités de l'anarchisme, c'est autour de ce thème que 11 intervenant(e)s se sont employé(e)s à préciser, à réactualiser nos analyses, nos références idéologiques et historiques, ainsi que nos propositions.

La première journée, le mercredi 1^{er}, consacrée aux « visages de l'anarchisme », fut animée par Hugues Lenoir, Yves Peyraut et René Berthier. Elle se déroula devant environ 90 personnes, intéressées au plus haut point si nous nous en référons aux nombreuses questions posées par la salle.

Le lendemain, jeudi 2 novembre, 92 personnes (et beaucoup de nouvelles têtes) ont suivi la session consacrée aux « luttes d'aujourd'hui et propositions anarchistes ». Bernard Pensiôt, Hélène Hernandez et Philippe Pelletier surent captiver leur auditoire, au point de susciter là encore un débat fort riche.

A la librairie Infos, les expositions d'affiches anarchistes, des numéros anciens du *Libertaire*, de la « vie du groupe Puig-Antich à travers la presse locale », ainsi que les projections d'*Un poble en armes* et *De toda la vida* ont attiré une trentaine de personnes, toutes curieuses de découvrir l'anarchisme militant.

Le vendredi 3 novembre, après la projection de *Bonaventure* suivie par une vingtaine de spectateurs réunis dans notre local, la session intitulée « Images et réalités de l'anarchisme » débutait vers 17 heures, à

la salle Arago. Elle allait aborder les aspects objectifs et subjectifs de l'anarchisme à l'intérieur du processus de production médiatique. C'est à Ronald Creagh, Fernando Bronchal (1) et Jérôme Varquez que revint la tâche d'éclairer l'auditoire sur ces mécanismes, ainsi que sur les rôles réels et militants de l'anarchisme dans le champ sociologique. Les intervenants le firent avec enthousiasme et qualité, au point d'emballer les 95 personnes présentes.

Le samedi 4 novembre, journée de clôture du colloque, offrait deux sessions remarquables.

En matinée, Hélène Hernandez aborda devant une trentaine de personnes le thème « anarchisme et féminisme », ainsi que l'actualité de l'anarcho-féminisme.

L'après-midi fut consacré à l'« éducation libertaire comme alternative ». 89 personnes eurent l'occasion de s'informer largement sur les finalités et propositions de notre mouvement en matière d'éducation. Jean-Marc Raynaud et Bernard Leboeuf surent rendre leurs exposés vivants et captivants. Les questions posées par la salle et le débat général furent l'occasion d'un échange d'une grande intensité.

La couverture médiatique fut à la hauteur de l'événement. Elle a permis à de très nombreuses personnes de nous rencontrer au travers de ce colloque.

Radio France Roussillon, FR3 régional, *l'Indépendant*, *le Midi libre*, Radio Arrels, Sky Rock... sur le plan local et régional, ont fourni une information très complète sur le colloque.

Au plan national, outre le *Monde libertaire* et Radio Libertaire (Paris), *Charlie Hebdo* annonça l'événement.

Venus de Lyon, de Rennes, de Paris, de Reims, de tous les départements du sud et même d'Allemagne,

près de 450 personnes (en terme d'entrées cumulées) ont suivi les actes du colloque (2).

La réussite de cette manifestation d'ampleur nationale dans une ville de province, où il est vrai l'esprit anarchiste reste vivace, nous conduit à penser que nos idées, quand elles sont exposées dans des conditions optimales, rencontrent le public et suscitent intérêt et adhésion.

Elle nous laisse espérer une suite à cette « première catalane », soit ici, soit ailleurs, mais dans tous les cas avec notre appui militant.

Encore une info : les panneaux de la municipalité annoncèrent le colloque du 31 octobre au 4 novembre. De notre côté, nous avions accroché une banderole à l'entrée de la ville, sur un pont enjambant la route à quatre voies. Elle est restée accrochée pendant six jours, et ce n'est pas la tramontane qui l'a arrachée. En effet, le samedi matin, probablement très tôt, elle a été « découpée » au cutter par des individus qui nous ont laissé leur signature, sous la forme d'autocollants de l'Action française. Qu'ils sachent qu'ils n'auront pas affaire à des ingrats...

GROUPE PUIG-ANTICH (PERPIGNAN)

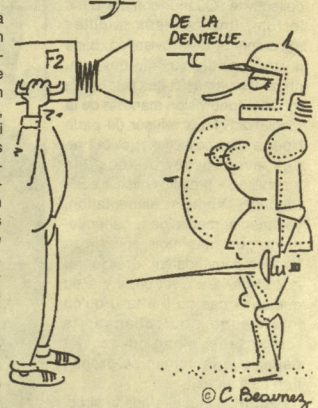
(1) Fernando Bronchal fut représenté par Patrick Aguiar, suite à une impossibilité de dernière minute.

(2) 450, c'est le nombre total de personnes qui ont fréquenté les cinq sessions et qui ont visité les expositions à notre local. Il est vrai qu'un grand nombre d'entre elles suivirent plusieurs sessions, sinon la totalité du colloque. Nous avons comptabilisé toutes les personnes qui ont assisté à une séance (au minimum) et nous sommes parvenus au nombre de 200 participant(e)s.

N.B. : pour joindre le groupe Puig-Antich de la FA, écrivez au CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

CATHERINE BEAUNEZ :
CE QUE FEMME VOIT,
DIT, DESSINE...

C'EST QUOI LA POLITIQUE
POUR VOUS ?



De *Mes partouzes à Vive la carotte*, en passant par *Liberté chérie* et *Je suis une nature* (titres, au combien évocateur, de ses albums !), il était dit que Catherine Beaunez aborderait un jour *Les femmes et la politique* (1). Lorsque les femmes singent les hommes. Lorsque les femmes-singes, tout simplement. On ne criera pas au sexisme. Le regard de cette dessinatrice sur ses semblables est un regard juste, servi par un trait de crayon incisif, parfois féroce, avec une qualité rare en plus. En effet, Catherine Beaunez a su préserver ce que nombre de dessinateurs et caricaturistes ont perdu depuis longtemps : la tendresse. Dans ce milieu très machiste de la presse en général (et de la caricature en particulier), elle a su imposer son talent : un style, un ton, une voix libres. Le « Festival de la Caricature d'Epinal » lui ouvre ses portes (2). Une exposition lui est entièrement consacrée, et c'est la première fois que cela arrive... à une femme (quand on vous dit qu'ils sont machos !). A voir, donc, si vous êtes dans la région, sinon à lire de toute urgence, pour se (re)donner la force de déplier ses ailes, sans pour autant devenir des anges...

CATHY YTAK

(1) Bibliographie : *Mes partouzes*, *Vive la carotte*, *Je suis une nature*, parus aux éditions Glénat ; *Liberté chérie*, paru chez Albin Michel ; *Les femmes et la politique*, à paraître.

(2) 7^e Festival « Image de la caricature » du 20 novembre au 2 décembre, à Epinal, dans les Vosges. 13 expositions réparties dans toute la ville. Grande rencontre avec plus de 50 caricaturistes, venus de toute la France et de plusieurs pays d'Europe, les 25 et 26 novembre 1995.

INFOS et ANALYSES LIBERTAIRES
revue de l'Union régionale sud-ouest de la FA
n° 41 (24 pages). Prix : 15 F



- Abonnement d'un an (3 à 4 numéros) : 75 F ;
- Abonnement de soutien : 150 F.
- Règlement à l'ordre du CES, CCP 3096 L Montpellier, à envoyer à : Infos et analyses libertaires, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

SOMMAIRE

Page 1 : Intégristes Vos Gueules ! (suite p. 2).
Page 2 : Intégristes Vos Gueules ! (suite de la « une »), Ça bouge sur la banlieue-nord, Rendez-vous.
Page 3 : Sécu : les patrons raffent la mise.
Page 4 : Mauvais temps à la météo, Le procès d'un antinucléaire, Associations.
Page 5 : Evolution structurelle de la Poste ou démantèlement d'un service public ? Appel pour la mise en place d'un Réseau Education libertaire.
Page 6 : Les lectures de Théophile, A la petite semaine : *Pique ta mère*, A l'occasion de la sortie *Land and Freedom* deux cénétistes se penchent sur leur passé (suite p. 7).
Page 7 : A l'occasion de la sortie *Land and Freedom* deux cénétistes se penchent sur leur passé (suite de la page 7).
Page 8 : Perpignan: *Images et réalités de l'anarchisme* un colloque plein d'avenir, Catherine Beaunez : ce que femme voit, dit, dessine...

Du haut de la tribune de la salle Arago.
Photo : Patrick Daviau/l'Indépendant.

